

Des « Juifs non-juifs » ? Le secteur juif du Parti communiste français après la Shoah, Paris, 1944- années 1950

En 1926, lors de son cinquième congrès tenu à Lille en juin, le Parti communiste français (PCF) crée une section centrale du travail parmi les étrangers, placée sous le contrôle du Comité central. Des thèses sur l'immigration, publiées à l'issue du congrès, annoncent que les communistes immigrés doivent être affiliés à une cellule du PCF mais qu'ils ont aussi la possibilité de s'organiser, parallèlement, en sous-sections par nationalité ou par langue. La Main-d'œuvre étrangère (MOE) change de nom en 1932 pour devenir la Main-d'œuvre immigrée (MOI) car le terme immigré « sonne plus objectif et économique qu'étranger, dans la France xénophobe des années 1930 » (COURTOIS, PESCHANSKI, ET RAYSKI 1989). La sous-section juive de la MOI, nommée ainsi car la plupart de ses membres parlent le yiddish, est l'une des plus dynamiques : elle fonde de nombreuses associations et est la seule, avec le groupe des Italiens, à publier un journal quotidien. On estime que dans la deuxième moitié des années 1930, environ 10 000 personnes liraient *Naye Presse*, le quotidien de la sous-section juive depuis 1934 (POZNANSKI 2004; UNDERWOOD 2017). Au début des années 1930, 250 Juifs sont affiliés à la sous-section juive de la MOI. Ce nombre double au moment du Front Populaire (POZNANSKI 2004, 178).

La sous-section juive se développe et cherche à influencer le monde yiddish parisien par le biais d'un réseau très dense d'institutions sociales, culturelles ou sportives. Elle doit aussi acculturer les Juifs immigrés à la France, à sa culture et à sa vie politique, en accord avec la ligne fixée par le PCF à la MOI (KICHELEWSKI 2000). La sous-section juive de la MOI est d'ailleurs la seule à ne pas être rattachée à un parti communiste à l'étranger. Elle répond aux objectifs de pénétration sociétale des organisations de masse du PCF, tout en s'inscrivant dans une habitude héritée de la vie politique et sociale d'Europe orientale. Comme l'a en effet montré Jan Ribak dans sa thèse récemment soutenue sur le mouvement sioniste en Europe centrale et orientale entre 1914 et 1920, les associations de secours mutuels ont été un moyen de diffuser le sionisme parmi les masses (RYBAK 2019). Il en est de même pour les organisations des immigrés juifs communistes installés en France. Le PCF se méfie toutefois des organisations de la MOI qui tendent, selon lui, à avoir leur propre agenda politique. En 1937, lors d'une conférence nationale de cadres de la MOI, il constate que 70% des membres de la MOI ne

seraient pas membres du PCF. Le PCF déciderait alors de dissoudre la MOI. Pour Courtois, Peschanski et Rayski, il n'y aurait pas eu dissolution mais reprise en main par le PCF, qui souhaitait ainsi empêcher que les sous-sections aient leur propre agenda politique. Renée Poznanski a toutefois montré, à partir des archives du Komintern, que la décision de dissoudre la MOI a été prise. Elle n'a en revanche pas été appliquée, du moins pas sur la longue durée (POZNANSKI 2004).

En septembre 1939, à la suite du pacte Molotov-Ribbentrop, le gouvernement Daladier annonce la dissolution du PCF et des organisations communistes, désormais interdites (décret-loi du 26 septembre 1939). Le parti entre en clandestinité, de même que la MOI et ses sous-sections. Pendant la guerre, les Juifs communistes de la MOI créent plusieurs organisations spécialisées dans le sauvetage, l'entraide et/ou la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, comme Solidarité en 1940, le Mouvement national contre le racisme (MNCR) en 1942, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) en 1943 (WIEVIORKA 2018). L'UJRE entend réunir des Juifs de toutes tendances politiques et toutes origines. L'objectif, donné aux Juifs communistes par le PCF, est notamment de recruter des Juifs français et de ne plus limiter la propagande aux Juifs yiddishophones issus de l'immigration d'Europe centrale et orientale. Les Juifs communistes de l'ancienne sous-section juive de la MOI participent aussi à la résistance armée, notamment dans la section juive des FTP-MOI (Francs-tireurs partisans) dont certains membres ont marqué l'histoire et la mémoire collective. Enfin, ils sont des forces motrices dans le mouvement d'unité des organisations juives de France à partir de 1943. En 1943, ils participent à la création du Comité général de défense (CGD) qui réunit les différentes tendances politiques du monde juif immigré : les sionistes, les bundistes et les communistes. En 1944, ils fondent avec des organisations juives immigrées et françaises le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRJF). Ce dernier entend devenir, après la Libération, le représentant des Juifs de France auprès des pouvoirs publics français (GHILES-MEILHAC 2010).

L'historienne Maud Mandel a montré que la Seconde Guerre mondiale a indéniablement rapproché toutes les parties du monde juif et plus particulièrement les Juifs français et les Juifs immigrés (MANDEL 2015). Face à la persécution, les Juifs ont compris qu'ils étaient tous ciblés en tant que Juifs et qu'il importait de se battre ensemble contre une même menace. Cette unité survit-elle après-guerre ? Si l'unité reste le mot d'ordre dans l'immédiat après-guerre, après la Libération, les Juifs de France s'engagent dans une course de vitesse. À l'automne 1944, toutes les organisations juives, pour beaucoup repliées en zone sud depuis 1942-1943, cherchent à se réimplanter à Paris le plus rapidement possible. Du côté communiste,

l'UJRE, qui compte entre 5000 et 6000 membres en 1945, devient l'organisation « parapluie¹ » au cœur d'un réseau politico-associatif constitué de nombreuses associations syndicales, mutualistes, culturelles et d'associations d'anciens résistants, combattants et déportés juifs qui réuniraient plus de 20 000 personnes dans les années 1960 (WLADIMIR RABINOVITCH dit RABI 1962), et probablement plus dans les années 1940 et 1950, son âge d'or. Entre 180 000 et 200 000 Juifs vivent en France métropolitaine à la fin de l'année 1944 (BENBASSA 1997, 269) : les Juifs de la mouvance communiste – à la fois les dirigeants, les militants, les adhérents et les sympathisants – représenteraient donc environ 10 % du total de la population juive de France dans les années d'après-guerre. Ces organisations juives communistes s'engagent pour la reconstruction de la vie juive après plusieurs années de persécution et d'exclusion. Le cœur de leurs activités est situé au 14 rue de Paradis, dans une maison des associations inaugurée en 1946. De nombreuses organisations s'y installent, proposent des services à la population juive (dispensaire, vestiaire, caisse de prêt sans intérêts, patronages, etc.), des activités culturelles, des expositions. Les organisations juives communistes comme l'UJRE développent aussi des sections dans les arrondissements parisiens et en province.

La subsistance de ces organisations juives communistes après-guerre interroge mais n'a pourtant jamais fait l'objet d'une véritable recherche. Les travaux sur les Juifs communistes de l'ancienne sous-section juive de la MOI du PCF se consacrent à l'entre-deux-guerres et à la période de la Résistance et s'arrêtent généralement en 1945. Pour Stéphane Courtois, à la Libération, le PCF aurait « redéfini sa doctrine sur la place et les objectifs des organisations immigrées » et adopté une perspective intégrationniste. « Par leur participation à la Résistance, les immigrés ont acquis un droit de cité en payant le prix du sang. S'ils veulent en bénéficier, ils doivent accepter une assimilation accélérée. Le maintien d'organisations spécifiques, alors que les grandes organisations politiques, syndicales et professionnelles françaises leur sont ouvertes, équivaldrait à un isolement sectaire et irait à l'encontre du processus d'unification de la nation française (COURTOIS 1994, 223) ». De manière symbolique, la commission centrale de la MOI quitterait le siège du PCF pour s'installer dans un petit bureau du quartier des Halles. Cette politique du PCF aurait été peu contestée car elle correspondrait à la volonté « d'une large fraction des immigrés pour qui, en fin de compte, le parti communiste français et la MOI ont été un vecteur privilégié d'intégration » (COURTOIS, PESCHANSKI, et RAYSKI 1989). La sous-section juive de la MOI, apparaissant désormais sous le nom d'UJRE, serait sortie de la MOI

¹ L'expression est traduite de l'expression anglo-saxonne « *umbrella organization* » qui désigne une organisation qui rassemble plusieurs associations.

en 1947 et directement rattachée au Comité central du PCF. Elle n'aurait « plus eu aucun rôle politique et [se serait] cantonnée à des activités sociales » et à des actions commémoratives estime quant à elle Annette Wieviorka (WIEVIORKA 2018). Ce constat justifierait de ne pas prêter attention à ces organisations après-guerre. Ces conclusions ont au contraire éveillé ma curiosité.

Premièrement, pourquoi l'UJRE serait-elle détachée de la MOI et rattachée au Comité central du PCF ? En réalité, la sous-section juive de la MOI, qui devient dans les années 1940 le « secteur juif » du PCF, n'est sortie de la MOI qu'en 1954 et rattachée à la section d'organisation². Qu'en est-il des autres sous-sections de la MOI ? Les Juifs communistes de la MOI semblent avoir connu un sort différent des autres organisations d'immigrés. S'ils ont rejoint les cellules françaises du PCF, la plupart de leurs organisations et associations n'ont pas disparu et de nouvelles ont aussi été créées. Leur dynamisme est illustré par la simple consultation de l'inventaire d'un riche fonds d'archives associatives constitué par l'archiviste et documentaliste de l'UJRE entre 1945-1956 : David Diamant. Partant de ce constat, j'ai souhaité réexaminer la politique du PCF vis-à-vis des immigrés et des Juifs après-guerre, questionner les marges de manœuvres dont ont pu bénéficier les Juifs communistes et interroger la nature des relations entre le PCF et les Juifs communistes après-guerre, en comparaison avec les périodes précédentes. La subsistance des organisations juives communistes après-guerre complexifie le récit linéaire selon lequel, après-guerre, les immigrés communistes se seraient intégrés voire assimilés à la nation française par le biais du PCF et ce, au détriment de leurs propres structures et de leurs particularismes. Dans le cas des Juifs, elle invite à interroger l'impact de la Shoah sur un tel processus. En effet, c'est en constatant la particularité de la situation des Juifs après-guerre – persistance de l'antisémitisme, processus de restitution complexe, vulnérabilité de la population – et parce qu'il craint la concurrence d'autres mouvements politiques juifs, que le PCF consent en 1944 à « poursuivre l'organisation dans les milieux juifs sur la base culturelle ou des revendications spéciales à cette catégorie³ » puis en 1947 à « maintenir le secteur juif en tenant compte des nécessités devant lesquelles nous placent les adversaires⁴ ». Il ne s'agit en revanche pas d'encourager un « sentiment national » juif ni de permettre le développement de

² AD 93, PCF, 261 J 5, Secrétariat, 1944-1994, séance du 16 décembre 1954 : « Retirer le secteur juif de la MOI et le rattacher directement à la section d'organisation ».

³ AD 93, PCF, 261 J 5, Secrétariat, 1944-1994, séance du 18 décembre 1944.

⁴ AD 93, PCF, 261 J 5, Secrétariat, 1944-1994, séance du 17 mars 1947.

nouvelles organisations : le PCF entend au contraire limiter leur prolifération et en supprimer certaines.

Deuxièmement, dans son ouvrage sur le Secours populaire français, constatant le vide de l'historiographie sur les organisations satellites du PCF, Axelle Brodiez-Dolino rappelle que « les organisations de masse sont pourtant une injonction aussi récurrente qu'ancienne, répondant autant à la fonction « téléologique » qu'à la fonction « sociétale » du communisme ». Les organisations satellites doivent jouer un rôle de « courroies de transmission », de « sas entre le parti et la société, d'instances de socialisation au communisme par encadrement de la vie sociale ». La chercheuse a aussi montré que « l'utilisation de la pratique humanitaire par le conglomérat communiste montre la porosité entre les deux sphères », l'humanitaire et la politique (BRODIEZ-DOLINO 2006). Spécialisées dans des activités diverses – sociales, culturelles, commémoratives – les organisations de masse du PCF n'en jouent donc pas moins un rôle politique : elles répandent « des représentations, des structures de discours, des analyses et des propositions » et « vulgarisent des modèles culturels propres à la sphère communiste (MARTELLI 1995, 29-30) ». À ce titre, elles cherchent constamment à recruter de nouveaux militants. C'est le cas de l'UJRE et des nombreuses autres associations juives communistes – que l'on peut définir comme des organisations satellites à destination des immigrés juifs – dont le rôle politique mérite, selon moi, d'être réévalué. Ces organisations cherchent en effet à reconstruire un monde juif à leur image et à diffuser le communisme dans le monde juif.

La dimension politique de ces organisations ne justifie toutefois pas à elle seule l'intérêt que l'on peut leur porter. Celles-ci participent en effet pleinement à la reconstruction de la vie juive après-guerre et leurs actions sur les plans social, économique ou encore culturel méritent d'être étudiées en tant que telles. Comment s'insèrent-elles dans la vie juive française en pleine renaissance ? Quels rapports entretiennent-elles avec les organisations juives non communistes ? De l'immédiat après-guerre à la fin des années 1950, les Juifs communistes jouent un rôle clef dans le monde juif français, particulièrement parmi les Juifs immigrés originaires d'Europe centrale et orientale. Le communisme est alors une option politique majeure, notamment parmi les Juifs immigrés.

Pourtant, la possibilité de combiner identité juive et identité communiste ne cesse d'interroger les chercheurs. S'intéressant aux parcours et travaux de plusieurs intellectuels et révolutionnaires ayant tous en commun d'être nés juifs, Isaac Deutscher a pu les qualifier de « Juifs non-juifs (DEUTSCHER 1968) », en référence, notamment, à leur pensée universaliste et à leur lutte contre tout particularisme. Florence Johsua estime ainsi qu'au début du XXe siècle,

beaucoup de Juifs originaires d'Europe orientale « trouvent dans le mouvement ouvrier et l'internationalisme socialiste l'instrument d'une assimilation de type universaliste, *via* une identification au "Prolétariat" plutôt qu'à une identité juive. Pour ces "Juifs non-juifs", le marxisme sera l'arme de transformation du monde, et celle de leur émancipation » (JOHSUA 2013). C'est vrai pour une partie d'entre eux. Cela mérite toutefois d'être nuancé pour les Juifs du « secteur juif » du PCF après la Shoah. Annie Kriegel écrivait quant à elle « ce que les communistes proposent à leurs Juifs, c'est d'échanger leurs *particularités* contre celle d'une classe, la classe ouvrière (KRIEGEL 1974, 181) ». Dans la même veine, certains chercheurs estiment que toutes les actions des Juifs communistes seraient réductibles à de la propagande : ceux-ci auraient toujours privilégié les objectifs du PCF plutôt que les intérêts des Juifs, notamment dans la clandestinité.

À l'inverse, des recherches plus récentes ont cherché à montrer que les Juifs communistes resteraient juifs avant tout (FRÉMONTIER 2002; UNDERWOOD 2017). Leur attachement au yiddish et à la culture juive en témoignerait. Ces analyses, fondées sur les productions culturelles ou sur des entretiens, tendent à laisser de côté la dimension politique de l'engagement et notamment les rapports des Juifs communistes et du PCF. Je m'engage quant à moi dans une troisième voie, ouverte notamment par un chercheur comme Gerben Zaagsma qui a étudié les Juifs communistes de la sous-section juive de la MOI à Paris dans l'entre-deux-guerres. L'historien cherche à échapper au débat qui tend à voir les Juifs communistes soit comme des « internationalistes calculateurs » pour qui la défense des intérêts juifs n'aurait été qu'une conséquence de la lutte du Komintern contre le fascisme, soit comme des « sincères militants attachés à la culture yiddish » (ZAAGSMA 2009). Il montre que des objectifs de propagande communiste et la défense des intérêts juifs n'étaient pas nécessairement antagonistes.

Dans ma thèse, je m'interroge à la fois sur les appartenances et les identités des Juifs communistes. En termes d'appartenance organisationnelle, les Juifs communistes font indéniablement partie du monde juif dans l'immédiat après-guerre, en témoigne leur participation à des organismes unitaires comme le CGD et le CRIF, à des commémorations communes (PEREGO 2016), à la reconstruction de la vie juive. Ils sont aussi partie intégrante du Parti communiste français, dans son secteur juif, qui résulte de la transformation de la sous-section juive de la MOI dans la deuxième moitié des années 1940. Les cadres militants du secteur juif sont soumis au même « encadrement biographique » (BOULLAND 2016) que tous les cadres du PCF et sont chargés d'appliquer dans le secteur juif la ligne décidée en amont par le PCF. Si le projet politique, social et culturel des Juifs communistes dans le monde juif a partie

liée aux objectifs de propagande et recrutement qui leur sont assignés par le PCF, ils font toutefois preuve d'une certaine marge de manœuvre qui permet de questionner la dimension « totalitaire » du PCF. Dans les années 1940, ils engagent en effet un bras de fer avec le PCF pour maintenir un certain nombre de leurs organisations. Cette démarche, qui contredit la politique intégratrice du PCF vis-à-vis des immigrés, souligne l'enracinement des Juifs communistes dans le monde juif et leur volonté d'y diffuser une option politique singulière, qui ne semble alors nullement incompatible avec ce dernier.

Qu'en est-il de leurs identités ? Comment évoluent-elles et quelles conséquences cela peut-il avoir sur l'engagement des militants ? Je mène une réflexion croisée sur les identités collectives (VOEGTLI 2009) et les identités sociales (entendues ici comme l'identification des individus à des catégories sociales), afin de montrer les décalages qui peuvent exister entre une identité projetée (et officielle) et les doutes que peuvent éventuellement ressentir les militants, particulièrement dans des contextes où identité juive et identité communiste peuvent entrer en contradiction (à partir de la fin des années 1940 et dans les années 1950 autour de la question d'Israël, de la disparition des poètes du comité antifasciste juif de Moscou, du procès Slansky et du « complot » des blouses blanches puis des révélations du vingtième congrès du PCUS en 1956). Or, jusqu'à présent, la plupart des travaux sur les Juifs communistes ont adopté une approche soit par les structures politiques et associatives, soit par les individus, trop peu attentive aux organisations desquelles ils font partie. Dans un article méthodologique, les sociologues Johanna Siméant et Frédéric Sawicki invitent pourtant les chercheurs à être plus attentifs « au lien entre transformations macrosociales et engagement et à mieux prendre en compte le façonnage organisationnel du militantisme », en soulignant que la fascination de certains chercheurs pour l'analyse biographique a pu les conduire à négliger la contextualisation et l'inscription de l'engagement dans le collectif (SAWICKI et SIMÉANT 2009). Ma thèse réinsère les individus dans des collectifs et propose de réconcilier ces approches. Il s'agit d'une étude de l'engagement militant attentive aux individus et aux structures dans lesquelles ils s'insèrent tant l'engagement politique et l'appartenance à un mouvement « façonne », « renouvelle » et « soumet à des variations » l'identité des acteurs (HEINIGER 2015). À l'inverse, des phénomènes de distanciation vis-à-vis de l'identité collective des organisations et/ou du PCF peuvent avoir un effet sur l'engagement politique et sa perpétuation. Enfin, les contextes divers – relatifs à l'histoire du communisme international et français, à la Shoah et à l'histoire juive, à l'histoire de la France d'après-guerre – ainsi que le temps individuel sont aussi au cœur de la réflexion, tant ils peuvent être des facteurs explicatifs des carrières militantes et des « reconfigurations des engagements et des identités » (HEINIGER 2015).

En définitive, cette thèse entend faire une histoire sociale du politique (NOIRIEL 1989). Il s'agit non seulement d'étudier la politique du PCF vis-à-vis de son secteur juif, mais aussi de placer les acteurs (à la fois les individus et le groupe) au cœur de la réflexion, en étudiant leur engagement et leurs luttes sociales et politiques, leurs sociabilités et leurs pratiques, leurs identités enfin. Deux niveaux d'analyses et deux chronologies sont donc adoptés dans la thèse : l'histoire du monde juif communiste d'origine immigrée dans le cadre de la reconstruction de la vie juive en France et de la redéfinition de la place des Juifs dans le PCF, entre 1944 et la fin des années 1950 ; et celle de ses acteurs, sous forme de trajectoires de vie (de leur naissance à leur mort).

Cette recherche emprunte donc autant à l'histoire de la France d'après-guerre, à celle des Juifs après la Shoah, à l'histoire du communisme, à la sociologie de l'engagement politique et des mouvements sociaux et à l'histoire de l'immigration. Elle propose trois questionnements principaux.

- Elle interroge d'une part le rôle du PCF dans l'intégration des immigrés en France et dans la réintégration des Juifs à la nation française après plusieurs années d'exclusion. Elle questionne les stratégies et marges de manœuvre des Juifs de l'ancienne sous-section juive de la MOI et entend apporter des nuances à l'image d'un PCF « assimilationniste » en montrant la complexité de son rapport aux minorités comme les Juifs des 1944 à la fin des années 1950. Si les années 1950 correspondent à une reprise en main du PCF sur un secteur juif qui tend alors à s'émanciper de sa tutelle et de sa ligne politique, dans les années 1940 il semble possible de concilier, dans une certaine mesure, le particulier et l'universel dans le PCF. À certains égards, et pour paraphraser Maurice Samuels, le particulier semble même pouvoir être un « conduit » vers l'universel (SAMUELS 2016).
- Cette thèse se veut d'autre part une contribution à l'histoire des Juifs de France après la Shoah. Elle s'inscrit dans le développement récent de l'historiographie, et dans un champ de plus en plus dynamique, comme l'illustre la publication de plusieurs thèses ces dernières années. Influencées par les développements récents de l'histoire des Juifs pendant la Shoah – une histoire plus attentive à l'échelle individuelle, aux actions et réactions des groupes persécutés ainsi qu'à leurs sources – ces recherches font des Juifs les acteurs centraux de leurs propos. En effet, comme l'a écrit Renée Poznanski « Les Juifs ont une histoire et cette histoire ne se limite pas au récapitulatif des persécutions dont ils ont été les victimes. Ou pour énoncer cela en d'autres

termes, objets de persécutions les Juifs n'en sont pas moins les sujets d'une histoire politique, sociale, économique et culturelle » (POZNANSKI 2018). C'est aussi le cas pour l'après-guerre. Ce travail ne considère donc pas les Juifs seulement sous l'angle des persécutions subies mais en fait des acteurs à part entière, particulièrement actifs dans ce qu'ils appelaient « la reconstruction de la vie juive ». À cet égard, cette recherche propose une réflexion sur la notion de ruptures et de continuités en histoire. L'exemple des Juifs communistes invite à être attentifs aux continuités entre l'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre, tant la reconstruction économique, politique, sociale et culturelle du monde juif se fonde sur des structures déjà existantes dans l'entre-deux-guerres ainsi que sur des militants dont les trajectoires et l'engagement trouvent leurs sources dans l'entre-deux-guerres. Il questionne aussi l'impact de la Shoah sur le monde juif, sur la politique du PCF vis-à-vis des Juifs de l'ancienne sous-section juive de la MOI, sur le projet politique des Juifs communistes.

- À travers un corpus de vingt-six militants et militantes, cette thèse analyse enfin l'engagement militant, ses modalités, ses évolutions, ainsi que l'identité sociale et politique des militants juifs communistes. Depuis l'entre-deux-guerres, les Juifs communistes combinent et négocient constamment trois identités : l'identité juive, l'identité communiste et l'identité française, sans que celles-ci n'entrent vraiment en conflit. Toutefois, dans le contexte de la guerre froide, ils sont confrontés à de nombreux événements qui pourraient faire vaciller leur engagement et leur capacité à concilier ces multiples identités. Quel impact cela-a-t-il sur leur engagement ?